



Conseil d'administration

319^e session, Genève, 16-31 octobre 2013

GB.319/PFA/1

Section du programme, du budget et de l'administration
Segment du programme, du budget et de l'administration

PFA

Date: 24 septembre 2013

Original: anglais

PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Programme et budget pour 2012-13: Compte du budget ordinaire et Fonds de roulement

Objet du document

Le présent document contient des informations sur la situation au 31 août 2013 du budget des recettes et des dépenses de 2012-13 et sur l'état des contributions des États Membres à la même date. Conformément à la pratique établie, il est également proposé dans le présent document que le Conseil d'administration autorise son Président à approuver, si cela est nécessaire, des transferts entre postes budgétaires afin de clore l'exercice avant la prochaine session du Conseil d'administration (voir le projet de décision au paragraphe 11.)

Objectif stratégique pertinent: Sans objet.

Incidences sur le plan des politiques: Aucune.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Aucun.

Unité auteur: Département de la gestion financière (FINANCE).

Documents connexes: Aucun.

1. Le présent document contient des informations sur l'état des recettes et des dépenses au 31 août 2013. Les tableaux dans l'annexe I contiennent des renseignements complémentaires sur la situation des Etats Membres au regard du recouvrement des contributions. On y trouvera également des informations sur les postes de dépenses supplémentaires approuvés pour 2012-13 par le Conseil d'administration. Les tableaux 1 et 2 donnent des renseignements détaillés sur les contributions fixées pour 2013, les montants reçus et crédités en ce qui concerne les contributions actuelles et les arriérés de contributions jusqu'au 31 août 2013 et les montants dus à cette date. Le tableau 3 fournit des informations sur les postes de dépenses supplémentaires de 2012-13 approuvés par le Conseil d'administration.

Recettes et dépenses budgétaires

2. Les recettes budgétaires sont comptabilisées en dollars des Etats-Unis au taux de change budgétaire de l'OIT fixé pour l'exercice 2012-13, et les dépenses en francs suisses sont enregistrées en dollars des Etats-Unis au même taux de change, à savoir 0,84 franc suisse pour 1 dollar des Etats-Unis. Au 31 août 2013, les contributions reçues et les dépenses budgétaires enregistrées pendant l'exercice en cours se présentaient comme suit:

	Francs suisses	Dollars E.-U.
Recettes		
Contributions reçues pour l'exercice 2012-13	563 324 791	670 624 751
Contributions arriérées dues au titre d'exercices antérieurs	<u>101 332 919</u>	<u>120 634 427</u>
Recettes totales perçues	664 657 710	791 259 178
Moins: déficit 2010-11 remboursé ¹	<u>49 763 441</u>	<u>59 242 192</u>
Recettes nettes perçues	<u>614 894 269</u>	<u>732 016 986</u>
Dépenses		
Excédent des recettes sur les dépenses pendant une période de 20 mois se terminant au 31 août 2013		<u>83 405 019</u>

¹ Au 31 décembre 2011, conformément à l'article 21, paragraphe 1 a), du Règlement financier, le déficit, d'un montant de 49 763 441 francs suisses a été couvert par le Fonds de roulement (35 000 000 francs suisses) et des emprunts internes (14 763 441 francs suisses). Conformément à l'article 21, paragraphe 2 a), du Règlement financier, des arriérés de contributions reçus en 2012 ont été utilisés pour rembourser le Fonds de roulement et les emprunts internes.

Contributions des Etats Membres

3. Le montant total des contributions fixées pour 2013 s'élève à 361 900 754 francs suisses¹ contre 361 880 400 francs suisses pour 2012. La section I du tableau 1 montre que, au 31 août 2013, les montants reçus des Etats Membres ou portés à leur crédit² au titre des contributions pour 2013 s'élevaient à 217 194 836 francs suisses, ce qui représente 60 pour cent des contributions mises en recouvrement. A la même période en 2012, 59 pour cent des contributions de 2012 avaient été recouvrés. Au 31 août 2013, 83 Etats Membres

¹ Y compris les contributions du Soudan du Sud pour 2012 et 2013 d'un montant de 7 347 francs suisses et de 10 856 francs suisses, respectivement, et la contribution des Palaos d'un montant de 2 151 francs suisses, fixées à la suite de leur admission à l'OIT après adoption du budget des recettes par la Conférence internationale du Travail pour la période concernée. Le Soudan du Sud et les Palaos sont devenus Membres de l'OIT le 29 avril 2012 et le 29 mai 2012, respectivement.

² La note 1 du tableau 1 fournit des précisions à ce sujet.

avaient réglé la totalité de leurs contributions pour 2013, 30 avaient effectué un paiement partiel tandis que 72 autres n'avaient effectué aucun versement sur leurs contributions de 2013. A la même date en 2012, les chiffres correspondants étaient de 89, 32 et 64 Etats Membres, respectivement.

4. Les arriérés de contributions reçus en 2013 s'élevaient au total à 31 937 294 francs suisses, portant le total des contributions reçues, au 31 août 2013, à 249 132 130 francs suisses.
5. Au 31 août 2013, 13 Etats Membres avaient effectué des paiements au titre de leurs contributions pour 2014. Il s'agit des Etats suivants: Afrique du Sud, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Guyana, Kazakhstan, Malawi, Mozambique, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, Togo et Tunisie.

Situation au regard du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution

6. Il ressort du tableau 2 que, au 31 août 2013, les arriérés de contributions des 17 Etats Membres suivants atteignaient un montant égal ou supérieur à la somme des contributions dues au titre des deux années entières écoulées (2011 et 2012): Antigua-et-Barbuda, Burundi, Cap-Vert, Djibouti, Dominique, Gambie, Guinée-Bissau, Grenade, Iles Salomon, Kirghizistan, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Tadjikistan et Vanuatu. Conformément au paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation, chacun de ces Etats Membres avait en conséquence perdu son droit de vote.
7. Treize autres Membres avaient des arriérés de contributions supérieurs à la somme des contributions dues au titre des deux dernières années entières mais ont été autorisés à voter, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation, en vertu des arrangements financiers approuvés par la Conférence internationale du Travail lors des sessions suivantes: 93^e (2005) pour l'Arménie, 95^e (2006) pour l'Azerbaïdjan, 86^e (1998) pour le Bélarus, 82^e (1995) pour le Cambodge, 97^e (2008) pour la République centrafricaine, 102^e (2013) pour les Comores, 93^e (2005) pour la Géorgie, 97^e (2008) pour l'Iraq, 88^e (2000) pour le Kazakhstan, 88^e (2000) pour le Libéria, 93^e (2005) pour la République de Moldova, 102^e (2013) pour le Paraguay et 99^e (2010) pour l'Ukraine.

Fonds de roulement

8. Le montant nominal et le montant en termes réels du Fonds de roulement au 31 août 2013 s'élevaient tous deux à 35 millions de francs suisses.

Virements éventuels dans le cadre du budget des dépenses pour 2012-13

9. L'article 16 du Règlement financier dispose que des virements d'article à article dans une même partie du budget des dépenses peuvent être effectués par des résolutions spéciales du Conseil d'administration.
10. Il n'est pas possible à ce stade d'évaluer rigoureusement et dans le détail le montant final des dépenses pour chaque poste du budget; il est toutefois possible que, pour certaines rubriques, les dépenses dépassent légèrement la dotation budgétaire, cet excédent étant compensé par des économies réalisées sous d'autres articles du budget. Les articles précis

entre lesquels des virements pourraient s'avérer nécessaires et les montants exacts ne seront connus que lorsque les montants définitifs des dépenses seront disponibles, c'est-à-dire à la fin du mois de janvier 2014. Suivant la pratique habituelle, le Directeur général propose donc de soumettre pour approbation à cette date au Président du Conseil d'administration une liste détaillée des virements qui s'avéreraient nécessaires.

Projet de décision

- 11. *Le Conseil d'administration souhaitera sans doute déléguer son autorité en vertu de l'article 16 du Règlement financier en demandant au Directeur général de soumettre pour approbation au Président du Conseil d'administration, avant la clôture des comptes biennaux, des propositions concernant les virements qui s'avéreraient nécessaires dans le cadre du budget des dépenses de 2012-13 sous réserve de la confirmation de cette approbation par le Conseil d'administration à sa 320^e session (mars 2014).***

Annexe I

Tableau 1. Contributions des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT (en francs suisses)

Etats récapitulatif

	Montant dû au 1 ^{er} janvier 2013	Montant reçu ou crédité ¹ au 31 août 2013	Solde dû au 31 août 2013
I. Contributions fixées pour 2013:			
Total des contributions fixées pour 2013	361 900 754 ²	217 194 836	144 705 918
II. Contributions arriérées pour 2012 et les périodes antérieures:			
A. Contributions arriérées dues par les Etats Membres	72 174 035	31 937 294	40 236 741
B. Montants dus par les Etats Membres au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT	245 066	–	245 066
C. Montants dus par des Etats qui ne sont plus affiliés à l'OIT	6 370 623	–	6 370 623
Total des contributions arriérées et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT	78 789 724	31 937 294	46 852 430
Total	440 690 478	249 132 130	191 558 348

¹ Y compris le montant de 7 794 063 francs suisses crédités aux Etats Membres au titre de:

Système d'incitation pour 2011	4 752 586
50 pour cent de la prime nette de l'exercice 2010-11	3 041 477

² Y compris les contributions du Soudan du Sud pour 2012 et 2013 d'un montant de 7 347 francs suisses et de 10 856 francs suisses, respectivement, et la contribution des Palaos d'un montant de 2 151 francs suisses, fixées à la suite de leur admission à l'OIT après adoption du budget des recettes par la Conférence internationale du Travail pour la période concernée. Le Soudan du Sud et les Palaos sont devenus Membres de l'OIT le 29 avril 2012 et le 29 mai 2012, respectivement.

Tableau 2. Etat des contributions
Détail des mouvements entre le 31 décembre 2012 et le 31 août 2013
(en francs suisses)

Etats Membres	Contributions et montants dus au 31 décembre 2012	Contributions fixées pour 2013		Montants reçus ou crédités (1) au 31 août 2013 en ce qui concerne les:		Solde dû au 31 août 2013
		%	Montant	Contributions de 2013	Arriérés	
Afrique du Sud	-	0,385	1 393 240	1 393 240	-	-
Arabie saoudite	-	0,830	3 003 607	3 003 607	-	-
Arménie (5)	1 455 666	0,005	18 094	18 094	96 000	1 359 666
Australie (2)	-	1,934	6 998 767	6 998 767	-	-
Autriche	-	0,852	3 083 221	3 083 221	-	-
Azerbaïdjan (5)	3 149 876	0,015	54 282	54 282	141 568	3 008 308
Bahreïn (2)	-	0,039	141 133	141 133	-	-
Barbade	-	0,008	28 950	28 950	-	-
Bélarus (5)	788 733	0,042	151 990	151 990	157 746	630 987
Belgique	-	1,076	3 893 833	3 893 833	-	-
Belize (2)	-	0,001	3 619	3 619	-	-
Bosnie-Herzégovine	-	0,014	50 663	50 663	-	-
Botswana (2)	-	0,018	65 138	65 138	-	-
Bulgarie	-	0,038	137 515	137 515	-	-
Burkina Faso (2)	-	0,003	10 856	10 856	-	-
Cambodge (5)	54 118	0,003	10 856	10 856	27 062	27 056
Cameroun (2)	-	0,011	39 807	39 807	-	-
Canada (2)	-	3,208	11 609 123	11 609 123	-	-
Chine	-	3,190	11 543 985	11 543 985	-	-
Chypre	-	0,046	166 465	166 465	-	-
Croatie (2)	-	0,097	351 024	351 024	-	-
Danemark	-	0,736	2 663 440	2 663 440	-	-
Egypte (2)	-	0,094	340 168	340 168	-	-
Erythrée	-	0,001	3 619	3 619	-	-
Estonie (2)	-	0,040	144 752	144 752	-	-
Ethiopie	-	0,008	28 950	28 950	-	-
Fidji	-	0,004	14 475	14 475	-	-
Finlande	-	0,566	2 048 243	2 048 243	-	-
France	-	6,126	22 168 793	22 168 793	-	-
Guatemala	-	0,028	101 326	101 326	-	-
Guyana (2)	-	0,001	3 619	3 619	-	-
Haïti (2)	-	0,003	10 856	10 856	-	-
Hongrie	-	0,291	1 053 072	1 053 072	-	-
Iles Marshall	-	0,001	3 619	3 619	-	-
Indonésie (2)	-	0,238	861 275	861 275	-	-
Irlande	21	0,498	1 802 164	1 802 164	21	-
Islande	-	0,042	151 990	151 990	-	-
Jamaïque	-	0,014	50 663	50 663	-	-
Japon	-	12,535	45 361 708	45 361 708	-	-
Kazakhstan (2) (5)	2 058 687	0,076	275 029	275 029	257 335	1 801 352
Kenya	57 068	0,012	43 426	43 426	57 068	-
Koweït	-	0,263	951 745	951 745	-	-
Lesotho	-	0,001	3 619	3 619	-	-
Lettonie	-	0,038	137 515	137 515	-	-
Libéria (5)	95 349	0,001	3 619	3 619	11 919	83 430
Lituanie (2)	-	0,065	235 222	235 222	-	-
Luxembourg	-	0,090	325 692	325 692	-	-
Malaisie	-	0,253	915 557	915 557	-	-
Malawi	11 041	0,001	3 619	3 619	11 041	-
Malte	-	0,017	61 520	61 520	-	-
Maroc	-	0,058	209 891	209 891	-	-
Maurice	-	0,011	39 807	39 807	-	-
Mozambique (2)	-	0,003	10 856	10 856	-	-
Namibie (2)	-	0,008	28 950	28 950	-	-
Nicaragua	-	0,003	10 856	10 856	-	-
Norvège	-	0,872	3 155 597	3 155 597	-	-
Panama	-	0,022	79 614	79 614	-	-

Etats Membres	Contributions et montants dus au 31 décembre 2012	Contributions fixées pour 2013		Montants reçus ou crédités (1) au 31 août 2013 en ce qui concerne les:		Solde dû au 31 août 2013
		%	Montant	Contributions de 2013	Arriérés	
C. Etats n'ayant effectué aucun versement mais ayant été crédités d'une partie de leurs contributions pour 2013						
Albanie	37 886	0,010	36 188	272	-	73 802
Algérie	-	0,128	463 207	13 356	-	449 851
Bénin	11 503	0,003	10 856	49	-	22 310
Bolivie, Etat plurinational de	-	0,007	25 332	750	-	24 582
Bésil	5 833 512	1,612	5 833 512	68 393	-	11 598 631
Brunéi Darussalam	-	0,028	101 326	3 890	-	97 436
Chili	3	0,236	854 038	5 960	-	848 081
Congo	2 694	0,003	10 856	49	-	13 501
Gabon	1 512	0,014	50 663	1 448	-	50 727
Géorgie (5)	2 503 600	0,006	21 713	378	-	2 524 935
Ghana	21 656	0,006	21 713	600	-	42 769
Israël	132 701	0,384	1 389 621	19 666	-	1 502 656
Jordanie	-	0,014	50 663	737	-	49 926
Maldives, République des	3 619	0,001	3 619	48	-	7 190
Mexique	-	2,357	8 529 521	108 996	-	8 420 525
Monténégro	-	0,004	14 475	117	-	14 358
Népal	76	0,006	21 713	635	-	21 154
Niger	7 194	0,002	7 238	38	-	14 394
Nigéria	573 692	0,078	282 267	129	-	855 830
Paraguay (3) (5)	837 259	0,007	25 332	45	62 348	800 198
Portugal	1 848 397	0,511	1 849 209	22 834	-	3 674 772
Russie, Fédération de	-	1,603	5 800 943	190 798	-	5 610 145
Rwanda	-	0,001	3 619	43	-	3 576
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3 642	0,001	3 619	46	-	7 215
Serbie	-	0,037	133 896	1 718	-	132 178
Timor-Leste	1	0,001	3 619	48	-	3 572
Uruguay	97 698	0,027	97 708	1 573	97 698	96 135
	11 916 645	7,087	25 646 466	442 616	160 046	36 960 449

D. Etats n'ayant effectué aucun versement et n'ayant été crédités d'aucun montant sur leurs contributions pour 2013

Afghanistan	14 469	0,004	14 475	-	14 469	14 475
Antigua-et-Barbuda (4)	105 503	0,002	7 238	-	-	112 741
Argentine	1 306 342	0,287	1 038 597	-	651 200	1 693 739
Burundi (4)	12 411	0,001	3 619	-	-	16 030
Cap-Vert (4)	9 120	0,001	3 619	-	-	12 739
Comores (5)	503 839	0,001	3 619	-	54 461	452 997
Corée, République de	2 146 131	2,261	8 182 116	-	-	10 328 247
Costa Rica	161 781	0,034	123 039	-	119 771	165 049
Côte d'Ivoire	179 855	0,010	36 188	-	143 267	72 776
Djibouti (4)	105 718	0,001	3 619	-	7 318	102 019
Dominique (4)	26 264	0,001	3 619	-	-	29 883
El Salvador	76 853	0,019	68 757	-	-	145 610
Emirats arabes unis	113	0,391	1 414 952	-	-	1 415 065
Equateur	116 531	0,040	144 752	-	-	261 283
Etats-Unis	15 638 312	22,000	79 613 688	-	15 638 312	79 613 688
Ex-République yougoslave de Macédoine	25 332	0,007	25 332	-	-	50 664
Gambie (4)	48 960	0,001	3 619	-	-	52 579
Grèce	2 620 051	0,691	2 500 594	-	646 991	4 473 654
Grenade (4)	11 245	0,001	3 619	-	-	14 864
Guinée équatoriale	28 950	0,008	28 950	-	-	57 900
Guinée-Bissau (4)	260 584	0,001	3 619	-	-	264 203
Iles Salomon (4)	22 840	0,001	3 619	-	-	26 459
Iran, République islamique d'	2 056 025	0,233	843 181	-	800 000	2 099 206
Kirghizistan (4)	1 147 598	0,001	3 619	-	-	1 151 217
Kiribati	9 841	0,001	3 619	-	6 044	7 416
Liban	137 029	0,033	119 421	-	91 311	165 139

Etats Membres	Contributions et montants dus au 31 décembre 2012	Contributions fixées pour 2013		Montants reçus ou crédités (1) au 31 août 2013 en ce qui concerne les:		Solde dû au 31 août 2013
		%	Montant	Contributions de 2013	Arriérés	
Madagascar	10 870	0,003	10 856	-	-	21 726
Mongolie	133	0,002	7 238	-	-	7 371
Ouzbékistan (4)	1 527 210	0,010	36 188	-	36 188	1 527 210
Palaos (7)	-	0,001	5 770	-	-	5 770
Papouasie-Nouvelle-Guinée (4)	15 014	0,002	7 238	-	-	22 252
République arabe syrienne	104 491	0,025	90 470	-	-	194 961
République démocratique du Congo	13 083	0,003	10 856	-	-	23 939
République dominicaine	254 038	0,042	151 990	-	-	406 028
Sao Tomé-et-Principe (4)	218 542	0,001	3 619	-	17 432	204 729
Sénégal	28 329	0,006	21 713	-	-	50 042
Sierra Leone (4)	415 644	0,001	3 619	-	-	419 263
Somalie (4)	393 133	0,001	3 619	-	-	396 752
Soudan	51 799	0,010	36 188	-	-	87 987
Soudan du Sud (7)	-	0,003	18 203	-	-	18 203
Tadjikistan (4)	575 713	0,002	7 238	-	-	582 951
Tanzanie, République-Unie de	35 278	0,008	28 950	-	29 407	34 821
Tchad	14 738	0,002	7 238	-	-	21 976
Vanuatu (4)	8 331	0,001	3 619	-	-	11 950
Venezuela, République bolivarienne du	1 114 459	0,314	1 136 304	-	-	2 250 763
	31 552 502	26,468	95 792 005	-	18 256 171	109 088 336
E. Montant dû par des Etats qui ne sont plus affiliés à l'OIT						
Ex. Rép. féd. soc. de Yougoslavie (6)	6 370 623	-	-	-	-	6 370 623
	6 370 623	-	-	-	-	6 370 623
Total	78 789 724	100,003 (7)	361 900 754 (7)	217 194 836	31 937 294	191 558 348

Notes du tableau 2: Etats des contributions

Détail des mouvements entre le 31 décembre 2012 et le 31 août 2013

- Les montants crédités sur les contributions mises en recouvrement pour 2013 résultent de la répartition entre les Etats Membres remplissant les conditions requises des crédits correspondant:

	Francs suisses
Au système d'incitation pour 2011	4 752 586
A 50 pour cent de la prime nette pour l'exercice 2010-11	3 041 477
Total	<u>7 794 063</u>

- Etats ayant acquitté leurs contributions pour 2013 avant le 1^{er} janvier 2013.
- Y compris les montants dus pour les périodes antérieures d'affiliation à l'OIT.
- Etats Membres auxquels étaient applicables, le 31 août 2013, les dispositions du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation (voir annexe II).
- L'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, le Cambodge, la République centrafricaine, les Comores, la Géorgie, l'Iraq, le Kazakhstan, le Libéria, la République de Moldova, le Paraguay et l'Ukraine sont autorisés à voter en vertu d'arrangements financiers approuvés par différentes sessions de la Conférence internationale du Travail: 93^e (2005) pour

l'Arménie, 95^e (2006) pour l'Azerbaïdjan, 86^e (1998) pour le Bélarus, 82^e (1995) pour le Cambodge, 97^e (2008) pour la République centrafricaine, 102^e (2013) pour les Comores, 93^e (2005) pour la Géorgie, 97^e (2008) pour l'Iraq, 88^e (2000) pour le Kazakhstan, 88^e (2000) pour le Libéria, 93^e (2005) pour la République de Moldova, 102^e (2013) pour le Paraguay et 99^e (2010) pour l'Ukraine.

6. L'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie a été rayée de la liste des Etats Membres le 24 novembre 2000.
7. Y compris les contributions du Soudan du Sud pour 2012 et 2013 d'un montant de 7 347 francs suisses et de 10 856 francs suisses, respectivement, et la contribution des Palaos d'un montant de 2 151 francs suisses, fixées à la suite de leur admission à l'OIT après adoption du budget des recettes par la Conférence internationale du Travail pour la période concernée. Le Soudan du Sud et les Palaos sont devenus Membres de l'OIT le 29 avril 2012 et le 29 mai 2012, respectivement.

Tableau 3. Postes de dépenses supplémentaires pour 2012-13 approuvés par le Conseil d'administration

Sessions du Conseil d'administration	Description du poste	Montant en dollars E.-U.
312 ^e (novembre 2011) (GB.312/INS/16/3)	Coûts liés à l'élection du prochain Directeur général	747 900 ¹
313 ^e (mars 2012) (GB.313/INS/6)	Mission du Conseil d'administration du BIT au Myanmar	58 000 ¹
315 ^e (juin 2012) (GB.315/INS/4)	Consultations tripartites informelles avec le groupe gouvernemental, le groupe des employeurs et le groupe des travailleurs. Suivi des discussions de la Commission de l'application des normes de la 101 ^e session de la CIT	110 700 ¹
316 ^e (novembre 2012) (GB.316/INS/14/4)	Réunion tripartite d'experts sur le travail forcé et la traite des personnes à des fins d'exploitation au travail (11-15 février 2013)	302 000 ¹
317 ^e (mars 2013) (GB.317/INS/12/7)	Réunion tripartite d'experts: Faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle (Genève, 16-20 septembre 2013)	484 600 ¹
318 ^e (juin 2013) (GB.318/INS/6/3)	Formule de composition révisée pour la 19 ^e Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 2-11 octobre 2013)	66 200 ¹
	Total	1 769 400

¹ Ce financement serait assuré, en premier lieu, par des économies réalisées dans la Partie I du budget ou, à défaut, en recourant à la Partie II.

Annexe II

Etats Membres ayant des arriérés de contributions de deux années ou plus et ayant perdu leur droit de vote en vertu du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution au 31 septembre 2013 ¹

Etats	Années pour lesquelles une partie ou la totalité de la contribution est due
Antigua-et-Barbuda	2000-12
Burundi	2009-12
Cap-Vert	2010-12
Djibouti	1996+1998-2012
Dominique	2006-12
Gambie	1999-2012
Grenade	2010-12
Guinée-Bissau	1992-2001+2003-12
Iles Salomon	2004-07+2010-12
Kirghizistan	1992-2012
Ouzbékistan	1997-2012
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2011-12
Sao-Tome-et-Principe	1994-2012
Sierra Leone	1986-2012
Somalie	1988-2012
Tadjikistan	1994-2012
Vanuatu	2010-12

¹ Les Etats Membres ayant des arriérés de contributions de deux années ou plus mais ayant recouvré leur droit de vote en vertu d'arrangements financiers approuvés par la Conférence internationale du Travail à différentes sessions ne figurent pas sur la liste.